Message intersyndical INRA du 18 juin 2013

LABOGENA

Les organisations syndicales nationales de l'INRA ont porté la question du devenir du laboratoire Labogena et de ses personnels au Comité Technique de l'INRA le 7 juin 2013.
Après avoir rappelé l'historique et l'évolution du Groupement d'Intérêt Economique (GIE), F. Houllier considère que « *cette unité est un succès scientifique et commercial. Labogena a été à l'initiative d'innovations qui se sont diffusées. Le laboratoire évolue maintenant dans un secteur ultra concurrentiel auquel il va devoir s'adapter*. »

Pour lui, la situation actuelle ne serait pas tenable : exercice 2011 déficitaire et engagement des filières pour des prestations à un coût supérieur, mais avec un engagement de volume pour l'exercice 2012.
F. Houllier indique que l'INRA assurera sa responsabilité d'employeur. Mais sur les 3 missions de Labogena (R&D, missions de Service Public et missions commerciales), pour lui, seules les activités de R&D et missions de Service Public concernent l'INRA. Il faut trouver un mode de transfert de l'activité commerciale vers le secteur privé. Pour le secteur qui concerne notre organisme, la R&D, il faut mieux clarifier ses missions. Des études sont en cours et plusieurs scénarios sont envisagés. Il pourrait, par exemple, rester une UMT (Unité Mixte de Technologie) pour les missions de service public et la R&D. Le processus est encore non abouti : une réunion est prévue courant juin.

Les représentants du personnel ont indiqué le complet désarroi des agents et insisté sur leur demande d'information concernant l'évolution du projet.
Les organisations syndicales ont précisé qu'il fallait absolument communiquer avec les agents afin de ne pas laisser l'incertitude s'installer, et seront également vigilantes sur l'accompagnement proposé aux agents INRA et privés, par le Centre de Jouy en Josas, sur une formation « employabilité » qui leur permettra de préparer leur évolution professionnelle.

Elles ont interpellé le Conseil de Gestion du Département de Génétique Animale à ce sujet.
Les représentants du personnel ont **exigé que la Direction Générale fasse effectivement tout pour préserver l'emploi de TOUS les agents concernés,** cela pouvant passer par le retour de Labogena et de ses personnels dans le service public sous des modalités à discuter. Ils ont aussi demandé à la Direction Générale de **dénoncer la convention relative aux missions complémentaires de l'INRA signée avec le Ministère de l'Agriculture** entre les deux tours de la Présidentielle, et qui asphyxie Labogena en annulant les subventions ministérielles pour les analyses relatives à la vérification de la compatibilité génétique qu'il réalisait jusqu'à maintenant.

F. Houllier indique que plusieurs réunions ont déjà eu lieu avec le personnel, et qu'il en tiendra d'autres, mais il considère qu'il faut donner des informations quand il y a quelque chose à dire, qu'il est inutile de se réunir pour redire la même chose. A l'heure actuelle, l'INRA est en discussion avec le ministère au sujet des missions de services public. H. Guyomard et F. Chamblin poursuivent les discussions avec les filières.
F. Houllier a rappelé que l'INRA est attaché à l'emploi et à la localisation future de cette structure. Ces deux points font et feront l'objet d'une attention particulière dans les négociations futures.
La DG a pris l'engagement de convoquer une nouvelle AG soit fin juin soit début juillet.
Les organisations syndicales invitent les personnels INRA et GIE à se réunir avant la fin juin pour discuter des points à mettre en avant dans la réunion avec la Direction Générale.

Contact Syndicats
- CFDT cfdtinra@versailles.inra.fr
- CFTC cftcinra@versailles.inra.fr
- CGT cgt@inra.fr
- SUD contactinra@sud-recherche.org